

Burundi : Remise au chef de l'Etat du rapport final de la CNDI

@rib News, 12/05/2017 â€“ Source Xinhua La majorité des Burundais s'est exprimée pour l'amendement de la Constitution selon la Commission Nationale du Dialogue Inter-burundais Le président de la Commission Nationale du Dialogue Inter-burundais (CNDI), Justin Nzosaba, a affirmé vendredi avoir remis au président de la République, Pierre Nkurunziza, le rapport final de cette Commission dans lequel la majorité des Burundais s'est exprimée entre autres en faveur de l'amendement de l'actuelle Constitution. [Photo : remise du rapport de la CNDI au Chef de l'Etat]

"La proposition majeure qui ressort des consultations réalisées concerne la nécessité d'amender la Constitution pour actualiser, améliorer, assouplir ou durcir certaines dispositions de l'actuelle Constitution du pays", a indiqué Justin Nzoyisaba dans ce rapport qui constitue une synthèse de plus de 26.000 prises de paroles et de propositions. Le rapport indique que ces Burundais ont en commun la volonté de supprimer les limites de mandats présidentiels. Ces prises de positions et de propositions sont aussi celles d'autres Burundais consultés qui, selon le rapport, estiment qu'il faut maintenir le principe de limiter ces mandats pour des fins démocratiques. "Une autre partie non négligeable estime que les limites de mandats sont un gage démocratique", a indiqué Justin Nzoyisaba dans son rapport de 86 pages. Le rapport fait aussi savoir que les Burundais consultés ont plaidé pour l'amélioration des conditions de vie de la population, notamment la lutte contre la pauvreté et le chômage, les mauvaises conditions de vie ayant été présentées comme des facteurs de l'insécurité et de l'instabilité politique. Les Burundais se sont aussi exprimés sur les questions de justice sociale, de séparation des pouvoirs, du respect des droits de l'homme et de l'indépendance de la justice. Le président de la CNDI a indiqué dans un communiqué de presse que le rapport qu'il a remis au Chef de l'Etat burundais "n'est pas le fruit d'un sondage fictif" mais que "un véritable recueil des doléances de milliers de Burundais, représentatifs de toutes les couches de la population". Le travail de la Commission a commencé le 23 octobre 2015 date à laquelle la Commission a été mise en place par le président Nkurunziza. La Commission avait à consulter les Burundais de l'intérieur du pays et n'avait rien à avoir avec le dialogue entre les Burundais qui est conduit par le Médiateur désigné par le Sommet des Chefs d'Etats de la Communauté Est-Africaine dans la crise burundaise, le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni, et par le Facilitateur Benjamin William Mkapa, ancien Président de la Tanzanie.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});